

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris-6 mars 2024

Mobilisation du 8 mars 2024

Après le 4 mars 2024 et l'inscription dans la Constitution Française de la liberté d'avoir recours à l'avortement, nous sommes aux lendemains d'une victoire historique pour les droits des Femmes.

Pourtant le combat pour nos droits est loin d'être achevé !

Simone Veil, le jour même du vote de la loi dépénalisant l'avortement en 1975, alertait les générations futures sur le fait que « la moindre crise politique, économique ou religieuse remettrait en question les droits des Femmes ». Aujourd'hui nous voyons nos sœurs à travers le monde vivre viols et autres sévices de guerre, emprisonnements arbitraires, interdiction d'accès à l'école, à la culture, aux sports, de se déplacer librement ou même de se vêtir comme elles l'entendent. Pour la simple raison qu'elles sont Femmes. Nous devons être solidaires de leurs souffrances et lutter pour qu'elles recouvrent leurs droits.

À l'heure où les idées d'extrême droite se répandent, nous devons redoubler de vigilance quant à la protection de nos droits durement acquis. Si la possibilité de recourir à l'IVG est désormais protégée par la Constitution en France, les conditions d'accès effectives à cet acte médical ne le sont pas encore, et la fermeture de 130 centres IVG ces 15 dernières années fragilise l'exercice de notre droit à l'avortement. En Europe, après les terribles restrictions à l'IVG imposées par les gouvernements d'extrême droite de Hongrie et de Pologne, ce sont les Italiennes qui doivent maintenant faire face à de sérieuses attaques contre ce droit.

Les inégalités de genre sont solides et persistent si bien, qu'au rythme où nous évoluons, il faudra attendre encore 300 ans pour qu'Hommes et Femmes deviennent égaux (selon le rapport d'ONU Femmes, 2022).

À l'échelle mondiale, le salaire des Femmes est en moyenne 33% inférieur à celui des Hommes.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris-6 mars 2024

En France, les Femmes sont payées en moyenne 16% de moins que les Hommes et c'est 1 Femme sur 5 qui a un travail à temps partiel contre 1 Homme sur 10. Concernant les retraites, alors que les Femmes touchaient déjà, en France, des allocations retraite en moyenne 40% inférieures à celles des Hommes ; la réforme des retraites de 2023 a d'autant plus fragilisé leur situation. Les Femmes sont donc particulièrement impactées par l'inflation et connaissent plus souvent la précarité.

En 2024, la sécurité des Femmes n'est toujours pas assurée et elles subissent toujours des violences sexistes et sexuelles. En France, alors qu'on estime qu'une Femme meurt sous les coups de son conjoint ou ex-conjoint tous les 3 jours, les plaintes pour violences conjugales ont augmenté de 20% depuis 2021. Alors qu'une Femme sur deux a subi au moins une violence sexuelle dans sa vie, une Femme sur six débute sa sexualité par un rapport non-désiré. Pourtant seulement 1% des viols sont condamnés en France et 80% des plaintes pour violences sexuelles sont classées sans suite. De plus, ce sont 9 Femmes sur 10 qui anticipent tous les jours des actes sexistes et adaptent leur comportement en fonction.

Quand notre Président de la République se félicite de la constitutionnalisation de l'IVG après avoir réduit drastiquement le budget de son ministère pour l'égalité des droits Homme/Femme et après avoir soutenu publiquement un artiste poursuivi pour viol, nous nous demandons quand est-ce que la sécurité des Femmes cessera de n'être qu'un argument de communication.

Il reste tant à faire pour l'égalité des droits et la protection des Femmes, nous devons agir ensemble !

C'est pourquoi le 8 mars nous proclamerons haut et fort notre engagement en faveur des droits de toutes les Femmes en nous joignant à la marche organisée par le collectif Grève Féministe. Au nom de l'égalité, venez marcher avec nous !